

2. A ce sujet, la conférence reconnaît formellement qu'il appartient aux parlements des divers pays de l'Empire, sur recommandation de leurs gouvernements respectifs, de décider de la nature et de l'étendue des mesures qu'ils doivent prendre.

3. Subordonné à cette déclaration, la conférence suggère les principes suivants qui devraient servir de guides:

a) Le principal devoir de chaque partie de l'empire représentée à la conférence est d'assurer sa propre défense.

En 1926, après une discussion sur les programmes de défense des diverses parties de l'Empire, la conférence réaffirme les résolutions adoptées lors de la conférence précédente, celle de 1923, résolutions que je viens de citer.

J'ai raison de croire qu'il est improbable que l'on attende du Canada qu'il envoie une force expéditionnaire de l'importance de celle qu'il envoya au cours de la dernière guerre. Je me permettrai de citer un discours prononcé par le premier ministre du Canada le 25 mars 1937. Voici ce qu'il disait:

Je puis bien me tromper, mais je doute fort que le gouvernement britannique lui-même envoie jamais une autre force expéditionnaire en Europe. Je pense qu'il est extrêmement douteux qu'un quelconque des dominions britanniques envoie jamais une autre force expéditionnaire en Europe. Si la guerre venait à éclater, nous constaterions, je le crois, que les conditions d'un conflit mondial seraient tellement différentes de ce qu'elles étaient lors de la dernière guerre qu'il faudrait bien réfléchir avant d'envoyer des troupes expéditionnaires d'un continent à un autre.

J'imagine que le premier ministre a sûrement basé cette déclaration sur des renseignements qui lui ont été communiqués par la Grande-Bretagne, car ni lui ni moi ne sommes des experts, et je présume qu'il a dû se fonder sur quelque autorité pour parler ainsi.

Le très hon. MACKENZIE KING: Des ministres anglais ont dit la même chose il y a un an ou deux.

L'hon. M. MANION: Le premier ministre fait remarquer que des ministres anglais ont dit la même chose. Je crois que cela est exact, mais je pensais que le premier ministre avait peut-être eu des avis plus confidentiels que les paroles prononcées sur cette question par certains ministres anglais. Je cite néanmoins ses paroles. Je pourrais citer aussi la déclaration faite par l'ancien premier ministre, M. Bennett, lors de sa récente tournée dans l'Ouest. Il a exprimé absolument la même opinion dans un discours prononcé dans une ville de l'Ouest. Lui aussi a dû se baser sur une autorité quelconque pour parler ainsi. Quoiqu'il en soit, cette déclaration a été faite par deux premiers ministres du Canada. Un certain nombre d'officiers militaires m'ont dit que la Grande-Bretagne ne s'attendait pas que le Canada envoie des troupes expédition-

[L'hon. M. Manion.]

naires aussi importantes que celles de la dernière guerre, et que probablement elle ne le désirait pas. Finalement—et c'est chose qui paraît avoir été oubliée—il me semble que nous pourrions avoir besoin de nos hommes au Canada même, en cas d'attaque possible dans l'Est ou dans l'Ouest. Il pourrait fort bien arriver que la Grande-Bretagne fût assez occupée de sa propre défense pour être dans l'impossibilité de nous offrir de l'aide. Il est vrai qu'en vertu de la doctrine Munroe, exposée il y a plus d'un siècle, les Etats-Unis ont déclaré qu'ils ne permettraient à aucune autre puissance européenne de s'emparer d'une partie quelconque du continent. Il est également vrai que le président Roosevelt, parlant il y a quelques mois à l'université Queen's, a exposé l'attitude que le premier ministre a rappelée cet après-midi. Il est vrai, par conséquent, que nous pouvons nous attendre à l'aide des Etats-Unis. Mais qui sait quels ennemis pourraient s'unir contre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis? Nous connaissons aujourd'hui la puissance de trois grands pays liés par une triple entente: l'Allemagne, l'Italie et le Japon, et, quand bien même l'Angleterre ne serait pas défaite, nous serions exposés à des attaques à l'Est et à l'Ouest et nous aurions besoin au pays même de toutes nos forces défensives. Il y a quelques semaines, je citais en cette enceinte cette déclaration d'un membre de la Chambre des représentants des Etats-Unis: "Les Américains ne seront en sécurité qu'aussi longtemps que l'Angleterre et la France tiendront." Le même représentant ajoutait que les démocraties anglaise et française constituaient un rempart de premier plan pour les Etats-Unis, dont la première ligne de défense était l'Angleterre et la France.

Si telle est la conviction des Américains réfléchis, comme il y a tout lieu de le croire, cela devrait être à plus forte raison celle des Canadiens de toute région, de toute race et de toute croyance. Il y a là un exemple du changement d'opinion que j'ai signalé au début de mon discours, cet après-midi, ce remarquable changement d'opinion qui s'est opéré par tout le monde, surtout dans les quatre ou cinq dernières années, depuis l'avènement d'Hitler.

Peut-on concevoir une plus profonde modification de l'opinion publique que celle qui, d'après la citation que je viens de faire, s'est produite chez les Américains depuis quelques années? Il est clair à tous ceux qui observent le mouvement des idées aux Etats-Unis que cette modification d'opinion a pris beaucoup d'ampleur. Elle se voit constamment dans les paroles du président Roosevelt et de ceux qui reflètent sa pensée.